

Print

Close Window



Les mesures contre le changement climatique doivent être à l'épreuve de la corruption

Dhaka, Bangladesh/Berlin, 30 Avril 2011

Tandis que les gouvernements s'apprêtent à dépenser jusqu'à 100 milliard de dollars américains par an d'ici 2020 pour limiter le changement climatique et se préparer à ses impacts, Transparency International (TI) met en garde contre les risques de corruption liés au financement de la lutte contre le changement climatique circulant par de nouvelles voies, encore inconnues, et recommande de renforcer des systèmes de gouvernance pour y faire face.

Le [Rapport Mondial sur la Corruption: le Changement Climatique](#) présente des directives pratiques pour empêcher que la corruption ne sape les mesures prises contre le changement climatique et en appelle aux gouvernements, aux organisations internationales, aux entreprises et à la société civile afin d'assurer une bonne gouvernance dans la politique climatique.

"Le besoin pressant de répondre au changement climatique nécessite d'être renforcé par la transparence et la redevabilité. Une possibilité de surveillance doit être intégrée à toutes les initiatives liées au climat, et ce dès le départ", a précisé Huguette Labelle, Présidente de Transparency International. "Une bonne gouvernance dès à présent aidera à s'assurer du succès de l'impact de la politique en matière de changement climatique et de son financement."

"Le Bangladesh est en première ligne dans la lutte contre le changement climatique. La manière dont le pays gère la gouvernance climatique et garantie la transparence et la redevabilité dans l'utilisation des capitaux destinés à la lutte contre le changement climatique peut fournir des enseignements aux gouvernements et à la société civile à travers le monde. Les recommandations contenues dans le rapport arrivent à un moment décisif" a déclaré Iftekhar Zaman, directeur de Transparency International Bangladesh.

En vertu d'accords mondiaux en matière climatique, de nouveaux fonds considérables venant de gouvernements et d'agences multilatérales seront mis à disposition pour financer l'**atténuation** du changement climatique, tels que des projets d'énergies renouvelables comme les parcs d'éoliennes ou les centrales héliovoltaïques, et l'**adaptation** à ces changements, comme la construction de murs anti inondation, de systèmes d'irrigation et d'habitations résistantes aux catastrophes.

Aucun des 20 pays les plus susceptibles de souffrir le plus du changement climatique – dans lesquels une grande partie des fonds sera dépensé – n'a de score supérieur à 3.6 sur l'Indice de Perception de la Corruption de TI, pour lequel 0 correspond à un pays perçu comme étant extrêmement corrompu et 10 à un pays doté d'une extrême intégrité. Les gouvernements doivent garantir une surveillance transparente de l'usage des fonds destinés à la lutte contre le changement climatique, qui peut être amélioré par un suivi de la société civile.

Le rapport réunit les analyses de plus de 50 éminents experts en matière de changement climatique originaires de 20 pays différents portant sur un large éventail de problèmes comprenant :

- Les politiques du changement climatique et la redevabilité des institutions de financement
- Le rôle du secteur privé
- L'intégrité des marchés du carbone
- La réponse aux conséquences du changement climatique dans les pays en développement (infrastructures résistantes au climat, préparation aux migrations climatiques et amélioration de la gestion des catastrophes)
- La gouvernance en matière forestière

Participation du public et surveillance transparente.

Le rapport recommande une plus grande participation du public, l'accès à l'information ainsi que la redevabilité afin de rendre la **gouvernance climatique** plus efficace. Cela limiterait d'éventuels conflits d'intérêts dans la prise de décision et les effets négatifs que le lobbying et les intérêts particuliers peuvent avoir dans la mise en place de la politique climatique.

Le rapport met en garde contre le risque de **malédiction des ressources vertes**. Les nouvelles technologies nécessaires au remplacement des combustibles fossiles, tels que les panneaux solaires, requièrent plusieurs ressources naturelles différentes. Il est primordial que les industries minières exploitant ces ressources soient transparentes et révèlent publiquement les paiements effectués auprès des gouvernements afin que les citoyens puissent s'assurer que les recettes sont utilisées à leurs avantages.

De la même manière, les gouvernements qui vendent des terrains pour la culture de biocarburants, qui représenteront d'ici 2030, selon les estimations, 10 pour cent des carburants de transport dans les principales économies du monde, doivent permettre la participation et la surveillance publiques pour que les droits de propriété des communautés locales soient respectés.

Garder les forêts propres et vertes.

28 milliards de dollars américains destinés au financement climat devraient être transférés chaque année aux pays ayant de grandes forêts tropicales afin de décourager la **déforestation** et de préserver cette forme de stockage naturel de carbone. L'exploitation forestière illégale, représentant plus de 10 milliards de dollars américains par an, est d'ores et déjà alimentée par la corruption des douanes et des autorités de gestion des terres. Le rapport souligne que certains gouvernements ont déjà réclamé des crédits pour des projets fictifs de plantation de forêts.

Des études de cas venant d'Autriche, du Bangladesh, de Bolivie, de Colombie, du Kenya ; des Philippines, d'Espagne, et des

Etats-Unis illustrent la dimension globale des défis du changement climatique auxquels la planète fait face.

“Rien n’est sacré pour la corruption, pas même le futur de notre planète. L’impossibilité d’administrer de manière adéquate les mesures actuelles contre le changement climatique ne résultera pas seulement en une mauvaise distribution des ressources et des projets frauduleux aujourd’hui, mais nuira également aux générations futures,” a déclaré Labelle.

###

Transparency International est la principale organisation de la société civile à l’échelle mondiale se consacrant à la lutte contre la corruption.

Note aux rédacteurs: Les précédents rapports mondiaux sur la corruption de Transparency International traitent de la corruption dans le secteur privé, le secteur de l’eau et le domaine judiciaire. Le thème de l’année prochaine sera le secteur de l’éducation.

Contact Média:

Berlin:

Deborah Wise Unger
Tel. +49 30 343820-666 / -19
Mob. +49 1522 889 7896
press@transparency.org

Dhaka:

S. M. Rezwan-ul-Alam
Tel. +8801713 065012
rezwan@ti-bangladesh.org

 *Transparency International e.V. copyright © 1994-2009*